Bilan des bilans du premier mandat du gouvernement de Justin Trudeau

A Review of the reviews of the first term of Justin Trudeau's government

Julien Landry

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/4373>

DOI : 10.4000/eccs.4373

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 315-333

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Julien Landry, « Bilan des bilans du premier mandat du gouvernement de Justin Trudeau », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 89 | 2020, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 22 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/4373> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.4373>

Bilan des bilans du premier mandat du gouvernement de Justin Trudeau

Julien LANDRY, Université d'Alberta

Cette note critique recense cinq livres faisant le bilan du premier gouvernement de Justin Trudeau (2015-2019). Elle propose un résumé de ces ouvrages et une analyse du positionnement politique du Parti libéral du Canada. Elle situe aussi les textes recensés en fonction de leurs points de vue. On y trouve les louanges et les déceptions des spécialistes en action publique, les jugements des rétrospectives médiatiques et la contribution de l'analyse politique des idéologies. Ces ouvrages nous permettent de saisir les forces qui ont régi l'être et le paraître du premier gouvernement Trudeau et les contraintes qui pèsent sur l'articulation des bilans politiques.

This research note reviews five books that take stock of Justin Trudeau's first government (2015–2019). It offers a summary of these works and an analysis of the political position of the Liberal Party of Canada. It also situates these books in relation to their points of view. It contains the praises and disappointments of public policy specialists, the judgements of columnists and the contributions of the political analysis of ideology. These works allow us to grasp the forces that shaped the Trudeau government and how it was perceived. They also illustrate the stakes and constraints inherent to political assessments.

En 2015, le chef du Parti libéral du Canada (PLC), Justin Trudeau, fut élu avec une promesse de « vrai changement ». Sa vision des « voies ensoleillées », reprise de Wilfrid Laurier, signifiait pour lui un gouvernement ouvert et transparent à l'écoute de valeurs libérales et progressistes. Son parti avançait des promesses ambitieuses pour la diversité et l'inclusion, la conciliation de l'économie et de l'environnement, la stimulation de la croissance économique, l'aide à la classe moyenne et aux plus démunis, le remplacement du système électoral uninominal à un tour, la réconciliation avec les peuples autochtones et le renouvellement des engagements du Canada envers le multilatéralisme sur la scène internationale. Le tout se voulait une rupture avec les gouvernements conservateurs de Stephen Harper.

Cette note critique recense cinq bilans du premier gouvernement de Justin Trudeau (2015-2019) afin de saisir ses ambitions et ses réalisations et de situer les interprétations qu'elles ont pu susciter. Ces ouvrages offrent un point d'entrée pour construire un bilan des bilans du premier mandat de Justin Trudeau, c'est-à-dire un portrait analytique des perspectives sur les discours, actions et inactions de son gouvernement. Ils nous permettent aussi d'apercevoir l'interaction entre les forces politiques qui ont façonné ce gouvernement et les regards sur celui-ci. La première partie de cette note présente ces textes et situe leurs arguments en fonction du point de vue de leurs auteurs. La deuxième partie s'appuie sur ces ouvrages pour rendre compte de l'interaction entre la prise de position du PLC dans le champ politique et les regards qu'elle provoque. La

conclusion propose une réflexion sur les contraintes qui pèsent sur l'élaboration de bilans politiques et les différentes perspectives qui peuvent y contribuer.

1. Un gouvernement, cinq bilans

Les textes recensés appartiennent à des types de littérature différents. Le collectif de Lisa Birch (Université Laval, cégep Champlain St Lawrence) et François Pétry (Université Laval) et le livre de Jocelyn Coulon (Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal – CÉRIUM) sont écrits par des spécialistes en action publique. Les textes de Aaron Wherry (*CBC, Maclean's*) et de John Ivison (*National Post*) relèvent du monde de la chronique médiatique. L'ouvrage de Frédéric Boily (Université de l'Alberta, Campus Saint-Jean) incarne l'analyse politique des configurations idéologiques.¹

Le regard des spécialistes en action publique

Le collectif, *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau*, sous la direction de Birch et Pétry et le livre polémique, *Un selfie avec Justin Trudeau*, de Coulon partagent, malgré leurs tons différents, la perspective de l'action publique et de ses divers sous-secteurs. Coulon, spécialiste des affaires internationales au CÉRIUM et conseiller de Justin Trudeau (2014-2015) et du bureau du ministre des Affaires étrangères de Stéphane Dion (2016-2017), pose un regard sévère sur les actions et les inactions de Trudeau. En retour, l'équipe d'universitaires de Birch et Pétry tente de dresser un bilan des promesses et des réalisations des libéraux « de façon neutre, indépendante et non partisane » (PÉTRY et BIRCH 2019, 2). Les deux ouvrages incarnent la perspective des spécialistes qui analysent l'action publique, avec tous les louanges, déceptions et diagnostics circonspects que cela peut supposer.

Le collectif de Birch et Pétry prend appui sur un outil, le Polimètre, développé en 2013 par le Centre d'analyse des politiques publiques de l'Université Laval. Cet outil se veut rigoureux et appliqué de manière cohérente d'un gouvernement à l'autre. Les promesses sont d'abord extraites des programmes électoraux en sélectionnant les énoncés qui « [engagent] le parti à prendre des mesures, à ne pas prendre de mesure ou à atteindre un but explicite » (BIRCH et PÉTRY 2019a, 14). Ensuite, l'équipe classe au fur et à mesure chaque promesse comme étant « réalisée », « en voie de réalisation ou partiellement réalisée », « rompue » ou « en suspens ». À la fin d'un mandat, les promesses « en suspens » sont enregistrées comme étant « rompues » (BIRCH et PÉTRY 2019a,

¹ Frédéric Boily était le superviseur postdoctoral de l'auteur de cette note au moment de la rédaction de celle-ci, mais il n'est pas intervenu pour influencer l'interprétation de son œuvre.

BILAN DES BILANS DU PREMIER MANDAT DU GOUVERNEMENT DE JUSTIN
TRUDEAU

15). Les auteurs du collectif s'appuient sur cet outil et sur diverses sources documentaires pour évaluer la performance du gouvernement de Justin Trudeau.

Les premiers chapitres et la conclusion présentent la méthodologie et les résultats de l'enquête ainsi qu'un aperçu du programme législatif du gouvernement libéral. Les autres chapitres analysent les promesses relatives à différents domaines d'action publique et soulignent les promesses les plus significatives.

Le taux de réalisation de promesses du gouvernement Trudeau est considéré comme étant élevé. En mars 2019, « 178 (50 %) des 353 promesses contenues dans la plateforme électorale du Parti libéral de 2015 ont été “réalisées”, 140 (40 %) étaient “en voie de réalisation ou partiellement réalisées” et 35 (10 %) étaient “rompues ou en suspens” » (BIRCH et PÉTRY 2019a, 15). Ce taux est aussi élevé dans les divers sous-secteurs traités. Le taux de réalisation au moins partiel le moins élevé (69 %) est en matière de réformes électorales (les autres secteurs ont des taux de plus de 80 %). Leur comparaison rétroactive des gouvernements fédéraux depuis 1984 octroie au gouvernement Trudeau la meilleure performance (90 %) en promesses réalisées au complet ou en partie (BIRCH et PÉTRY 2019a, 19). Cependant, cette formulation occulte la différence entre les promesses « réalisées » et « en voie de réalisation ou partiellement réalisées ». Comme le suggère l'ancien chef du NPD, Thomas Mulcair, dans sa préface du collectif, la chose apparaît différemment si l'on ne considère que les promesses entièrement réalisées.

Les auteurs du collectif suggèrent que certaines promesses du PLC étaient en tension les unes avec les autres. Certains remarquent que ce sont les initiatives sociales et les investissements en matière d'infrastructure et d'innovation qui priment sur la promesse de retourner graduellement à l'équilibre budgétaire. Ces politiques sociales (dont l'Allocation canadienne pour enfant, elle-même responsable de 60 % des nouvelles dépenses) touchent souvent à des publics cibles (TELLIER et TRAORÉ 2019, 62) et tendent à privilégier les gens qui, dans les mots du gouvernement, « travaillent fort pour faire partie de la classe moyenne » (JOANIS et LAPIERRE 2019, 76 ; BÉLAND et PRINCE 2019).

Les ambitions du gouvernement soulèvent aussi des tensions avec les provinces. François Rocher (2019) attribue au PLC un modèle coopératif et parfois conflictuel du fédéralisme plutôt qu'un modèle collaboratif axé sur l'égalité avec les provinces. Plusieurs dossiers semblent donner raison à ce diagnostic, dont la légalisation de la marijuana (WESLEY 2019),

l'environnement et les ressources naturelles (PINEAU 2019), et la santé (QUESNEL-VALLÉE, MCKAY et MAIONI 2019).

D'autres promesses montrent un lien direct entre la vision des libéraux et leurs interventions. En immigration, Mireille Paquet (2019) soutient que les libéraux sont restés près des conservateurs en calibrant le système d'Entrée express introduit par ceux-ci, mais ils ont aussi annulé certaines restrictions introduites par leurs prédécesseurs et ils se sont montrés plus généreux envers les demandeurs d'asile et les réfugiés syriens que ne l'auraient voulu ces derniers. De même, Karen Bird (2019, 176) affirme que les libéraux ont livré (au moins partiellement) plusieurs promesses comportant des « principes de diversité et d'inclusion » en plus d'étendre considérablement leur programme législatif en la matière après les élections.

Or, le bilan des libéraux dans certains dossiers montre des manques plus importants à leurs promesses. Selon Thierry Rodon et Martin Papillon (2019, 195-197), les engagements ambitieux du gouvernement dans le dossier de la réconciliation avec les peuples autochtones ne pouvaient que décevoir alors que « plusieurs initiatives demeurent en chantier » et que les réformes plus « structurelles » affichent le bilan le « moins reluisant ». De même, Henry Milner (2019), remarque que les libéraux ont échoué à leur promesse de livrer une refonte du mode de scrutin.

Dans d'autres domaines, les auteurs suggèrent que le PLC a mieux fait dans l'exécution technique de ses promesses que dans la réalisation des idéaux qu'elles représentent. Par exemple, Alex Marland et Vincent Raynauld (2019) affirment que les promesses réalisées pour réglementer les communications gouvernementales et assurer leur caractère non partisan n'ont rien fait pour encadrer la campagne permanente des libéraux dans les médias sociaux. De même, Julien Lauzon Chiasson et Stéphane Paquin (2019, 231) constatent que « le retour » du Canada sur la scène internationale « n'a pas été aussi glorieux qu'il avait été annoncé ».

L'ouvrage propose diverses conclusions au sujet de l'évaluation des bilans. On note la difficulté d'évaluer les résultats de l'action publique (« policy outcomes ») en comparaison au recensement des actions (« policy output »). On propose aussi diverses hypothèses pour expliquer l'impact négligeable de la réalisation des promesses sur le vote, soit la partisanerie, la part de l'interprétation dans l'évaluation des réalisations, l'attente de résultats plutôt que d'actions et le rôle prédominant du cycle médiatique sur la construction des opinions. Or, ces conclusions illustrent aussi les limites d'un bilan basé sur les promesses, non seulement parce qu'un gouvernement doit faire des choix et légiférer en fonction

BILAN DES BILANS DU PREMIER MANDAT DU GOUVERNEMENT DE JUSTIN
TRUDEAU

de problèmes émergents (BIRCH, JACOB et BABY-BOUCHARD 2019), mais aussi parce que l'interprétation du succès d'un gouvernement n'est pas réductible à la réalisation des tâches qu'il se donne.

L'ouvrage plus polémique de Jocelyn Coulon montre l'aspect interprétatif de l'évaluation de l'exécution d'un programme politique. Coulon est un spécialiste des enjeux de guerre et de paix et il fut candidat pour le PLC de Stéphane Dion aux élections de 2008. Son expertise et sa relation avec Dion et le PLC expliquent probablement son embauche au Conseil consultatif sur les affaires internationales de Justin Trudeau puis au bureau de Dion lorsque celui-ci est nommé ministre des Affaires étrangères. Coulon travaille sous Dion jusqu'en janvier 2017 lorsque ce dernier est licencié par Trudeau qui lui offre un poste diplomatique. Coulon prend mal cette décision et il quitte ses fonctions après la prise en charge du ministère par Chrystia Freeland qui ne semble pas prioriser ses dossiers de prédilection, « multilatéralisme, maintien de la paix, Afrique » (COULON 2019, 159). Son livre dresse un bilan critique du gouvernement Trudeau en matière d'affaires internationales. Pour Coulon, ce gouvernement fut au mieux une déception.

Coulon affirme que la performance plutôt satisfaisante de Trudeau dans le dossier des politiques étrangères lors des élections de 2015 ne relève pas d'un intérêt pour la matière : « rien, ni dans son éducation ni dans son parcours jusqu'à son élection comme chef du Parti libéral en 2013, ne démontre le moindre intérêt pour les affaires internationales. Elle est plutôt le résultat des efforts concertés de ses conseillers pour l'éduquer sur ces questions » (COULON 2019, 18). Cette éducation, nous explique Coulon, débute en 2014 lorsque Trudeau envisage la création d'un « Conseil consultatif sur les affaires internationales », dont le rôle serait de le conseiller « sur la politique étrangère et les questions de défense ». C'est en se joignant à ce conseil que Coulon va intégrer le cercle des conseillers du futur premier ministre.

Selon Coulon (2019, 33), la vision de Trudeau en matière de politique étrangère et de défense manquait « de substance, de profondeur », même si elle s'inscrivait déjà dans « la grande tradition du multilatéralisme canadien ». Selon lui, l'objectif du PLC était de répondre à la nostalgie du public canadien à l'égard de l'ancienne posture libérale du pays sur la scène internationale, posture qui englobe le multilatéralisme, le désarmement, les opérations de paix et l'appui au droit international et aux droits de la personne. Coulon adhère à cette vision et associe le multilatéralisme et le maintien de la paix aux intérêts de puissances moyennes comme le Canada. Or, les décisions qui suivent l'entrée triomphante des libéraux au pouvoir vont plutôt le décevoir. Il avance que les libéraux peinent

à se distinguer des conservateurs, notamment dans la course pour un siège au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) où ils négligent, comme leurs prédécesseurs, l'Afrique et prolongent l'alignement du Canada avec les États-Unis et l'Israël dans le dossier israélo-palestinien.² Il est aussi d'avis que les libéraux ont manqué à leur engagement envers l'ONU dans le cadre de la mission de paix au Mali alors qu'ils livrent une aide beaucoup plus modeste que prévu. Coulon y voit un manque d'intérêt pour les affaires internationales de la part de Trudeau et de ses plus proches collaborateurs comme Gerald Butts et Katie Telford. Selon son interprétation des événements, Dion peine, jusqu'à sa substitution par Freeland, à avoir même un seul rendez-vous avec Trudeau pour faire avancer sa vision du programme diplomatique annoncé.

La dernière partie du livre examine les politiques du gouvernement vis-à-vis de ses relations aux « grands » comme la Russie, la Chine et les États-Unis. Dans le dossier russe, Coulon accuse le gouvernement de se plier aux exigences du lobby ethnique ukrainien en suivant l'OTAN dans une attitude trop belligérante envers Moscou. Dans le dossier chinois, il rappelle l'évolution des rapports entre la Chine et le Canada et note l'engagement des libéraux dans leurs efforts pour renouveler les relations sino-canadiennes. Enfin, dans le dossier américain, il fait état du défi que pose Donald Trump pour l'ordre multilatéral de l'après-guerre avant de conclure que les libéraux manquent de « moyens concrets » dans leur vision pour défendre cet ordre (COULON 2019, 230). L'épilogue permet à l'auteur de réaffirmer ses principaux diagnostics : que « Trudeau n'a lancé à ce jour aucune initiative internationale d'envergure » (COULON 2019, 232) et que « ce n'est pas en répétant des slogans sur les bienfaits du statu quo et en restant passif devant le monde que le Canada se rendra essentiel » (COULON 2019, 235).

Le livre de Coulon partage avec le collectif de Birch et Pétry une perspective constituée à partir du regard de spécialistes de l'action publique, mais Un selfie avec Justin Trudeau croise aussi un accès privilégié et une certaine rancune. La force principale de ces deux ouvrages est que leur appréciation des mesures entreprises par le gouvernement est fondée sur une certaine expertise. De plus, même si certains pourraient croire qu'il y a une part de vengeance dans la posture de Coulon, les auteurs des deux ouvrages sont pour la plupart sensibles aux valeurs libérales et n'ont donc pas tendance à déformer leur présentation du sens de celles-ci.

² En juin 2020 le gouvernement Trudeau apprend que sa candidature ne fut pas retenue.

BILAN DES BILANS DU PREMIER MANDAT DU GOUVERNEMENT DE JUSTIN
TRUDEAU

Les rétrospectives médiatiques

Les rétrospectives médiatiques préparées par Aaron Wherry et John Ivison visent à inscrire les décisions et le sort politique du gouvernement libéral dans le cours des événements. Ce genre de travail suppose un certain cadrage qui sert à interpréter ces événements et à articuler un jugement. La perspective politique peut jouer pour beaucoup, même si elle demeure en tension avec les normes journalistiques. La perspective de Wherry se rapproche des libéraux ; celle d'Ivison, des conservateurs.

Promise and Peril: Justin Trudeau in Power par Aaron Wherry raconte comment de grandes idées et de grands projets dans le programme du PLC ont rencontré bien des écueils. Wherry voit son livre comme un récit des aventures qui ont suivi la décision de Trudeau de s'attaquer aux grandes questions qui, à en croire les progressistes, n'avaient pas connu de développements significatifs sous la tutelle de Stephen Harper : la diversité, l'équilibre entre l'environnement et l'économie, le multilatéralisme, les changements climatiques, la réconciliation et l'état de la classe moyenne.

L'ouvrage de Wherry est organisé de manière thématique plutôt que chronologique, mais il couvre plusieurs sujets comme l'équipe de soutien de Justin Trudeau, ses dossiers prioritaires, ses réalisations, ses difficultés et les problèmes d'image associés à divers scandales (dépenses personnelles, SNC-Lavalin, Aga Khan, accès-contre-payements, farce médiatique en Inde, intérêts financiers de Bill Morneau, etc.). Wherry présente Trudeau comme un leader discipliné qui a fini par bien maîtriser ses dossiers. Il lui attribue aussi un côté têtu et une certaine intrépidité qui ne joue pas toujours à son avantage. Il note son style politique hautement extroverti et le présente comme n'étant pas hautement idéologique, mais plutôt convaincu de l'importance d'aider les individus à s'engager pleinement en démocratie et à réaliser leur propre destin.

Le thème de la dialectique entre les grandes ambitions et les dangers qu'elles génèrent est constant. Or, si Wherry se permet d'être critique envers Trudeau et son gouvernement, le ton et les préoccupations qu'il avance suggèrent un partage de conviction ou de valeurs. À plusieurs reprises, il intervient pour défendre les libéraux après avoir présenté la perspective conservatrice et, si ceci peut être interprété comme un effort d'équilibre journalistique, ses critiques de Trudeau ne s'éloignent guère des soucis de centre gauche qu'il partage probablement avec les libéraux. Wherry est parfois catégorique dans ses reproches envers le PLC, mais le tout ressemble à un discours que l'on adresserait à un ami qui n'est pas toujours à la hauteur de ses propres ambitions (ou

convictions) ou pas suffisamment conscient des apparences. Ce point de vue a au moins l'avantage de respecter le discours du PLC de sorte que l'on se rapproche probablement du sens que Trudeau et ses collègues octroient à leurs actions. Son récit comprend aussi plusieurs extraits d'entrevues avec ceux-ci, donnant au lecteur leur version des événements et leur perspective sur leurs objectifs, stratégies, échecs et réalisations.

En contraste, le livre de John Ivison, *Trudeau: the Education of a Prime Minister*, fait un usage plus limité d'entrevues avec Trudeau et son équipe. Ivison y a certes recours, mais on est face à une rétrospective plus critique et beaucoup plus alignée avec des convictions conservatrices. Se sont d'ailleurs souvent des voix conservatrices (ou les commentaires anonymes de libéraux désenchantés) qui sont mobilisées pour encadrer son bilan du PLC.

Ivison élabore un récit allant de la vie de jeunesse de Justin Trudeau à l'affaire SNC-Lavalin en passant par son entrée en politique, ses premières années comme chef de parti, les stratégies de son équipe dans la joute électorale de 2015 et les périples politiques et médiatiques de son gouvernement face à divers dossiers et controverses. Selon Ivison (2019, 5), les avantages à Trudeau en politique, soit sa renommée, ses privilèges et son impulsivité, sont aussi ses plus grandes faiblesses. L'ouvrage couvre les événements qui ont encadré sa montée en prééminence et ses succès politiques. Il rappelle aussi ce qu'Ivison voit comme les promesses hâtives, les bévues, les actes d'inexpérience, les exubérances et les scandales qui ont brisé le sort que Trudeau et son équipe avaient jeté sur le public canadien et la communauté internationale. Le livre se lit comme une histoire de gloire et de disgrâce par un auteur qui n'est pas acquis à l'idée que cette gloire était méritée. S'il se permet quelques compliments, Ivison se montre rarement généreux avec le PLC, même sur des sujets où d'autres le sont généralement. Il a voulu écrire les raisons pour lesquelles Trudeau sera un jour chassé par les électeurs (IVISON 2019, 306) et il l'a fait d'un point de vue coloré par sa posture conservatrice.

En se basant sur un livre écrit en 1995 par Thomas Sowell, *The Vision of the Anointed*, Ivison (2009, 8-9) décrit Trudeau et son entourage comme des êtres « oints » (anointed) par la gloire de leurs propres convictions et de leur propre fermeture idéologique, stature qui leur permet d'écarter facilement l'opinion de ceux qu'ils considèrent comme étant plongés dans l'ignorance (benighted). Ivison utilise ce cadre pour critiquer Trudeau et son équipe sur divers sujets : leur traitement du mouvement pro-vie ; leurs jugements impétueux dans les enjeux de genres et de race ; leur incapacité de voir l'erreur dans leurs politiques et leurs actions ; leur tendance à voir la formulation d'excuses pour divers maux historiques comme un signe de supériorité morale ; leur croisade

BILAN DES BILANS DU PREMIER MANDAT DU GOUVERNEMENT DE JUSTIN
TRUDEAU

pour une classe moyenne qui n'avait pas besoin d'être sauvée ; et leur capacité à dépenser.

Cette critique de l'obstination des libéraux est peut-être valide. Cependant, il est difficile d'y voir une intuition profonde dans la mesure où ce cadre pourrait servir à décrire à peu près n'importe quel désaccord politique et idéologique. La force d'Iverson est qu'il offre un récit chronologique et détaillé des événements qui ont marqué la vie politique de Justin Trudeau, en plus de nous faire part des interprétations de ces développements venant de la droite. Sa faiblesse est qu'il déforme probablement son objet dans la mesure que son analyse de Trudeau et sa critique conservatrice du premier ministre ne font qu'un. Dans l'ensemble, le livre de Wherry brosse un portrait moins plaqué des préoccupations qui animent Trudeau et ses proches conseillers. *Promise and Peril* donne aussi un aperçu plus axé sur les grands thèmes du premier mandat des libéraux de Justin Trudeau. Néanmoins, *The Education of a Prime Minister* suit plus soigneusement l'ordre chronologique des choses. Au final, les deux ouvrages se complètent, puisqu'ils avancent des perspectives politiques fort différentes.

L'analyse politique des idéologies

Faire le bilan d'un gouvernement peut aussi comprendre la tâche de le situer dans l'univers des idées politiques. Le livre *Trudeau. De Pierre à Justin* par Frédéric Boily vise à saisir l'imbrication du PLC de Justin Trudeau dans l'évolution de la tradition libérale depuis 1968. Il retrace ainsi les « changements profonds » qui ont marqué les « tentatives d'adaptation » des chefs libéraux — de Trudeau père à Trudeau fils — dans l'optique de « maintenir le parti au pouvoir » (BOILY 2019, 4-5). L'œuvre est organisée autour de quatre périodes : l'ère de Pierre Trudeau (1968-1984), celle de Jean Chrétien (1990-2003), une période de turbulence (2004-2011) et l'arrivée de Justin Trudeau à la tête du parti (2013-). Cette deuxième édition comprend aussi une postface considérant le premier gouvernement de ce dernier dans une perspective évaluative.

Boily (2019, 7) nous propose d'abord un aperçu du « projet libéral » comme formation idéologique. Contre l'idée que le PLC n'incarnerait qu'une « machine à gagner des élections », il y voit plutôt une offre politique en constante évolution « composée d'un savant mélange de pragmatisme et de valeurs libérales ». À cet égard, les jeux d'équilibres que cette formulation suppose entre l'État et le marché (ou la société) et entre le gouvernement fédéral et les provinces ne sont pas restés statiques depuis l'époque de Wilfrid Laurier. Particulièrement depuis la période de l'après-guerre, nous rappelle Boily, les libéraux vont

s'approprier l'État pour former une configuration centriste qui va dominer la politique fédérale pendant des décennies.

Boily offre un traitement de Pierre Trudeau en dressant les contours d'un intellectuel anti-souverainiste qui pouvait être critiqué de la gauche comme de la droite en même temps qu'il inspirait une adulation médiatique remarquable. Il examine aussi ses influences philosophiques et religieuses et leur inscription dans les enjeux de son époque. L'idéologie de Trudeau père est décrite comme une perspective qui privilégiait la réalisation individuelle de sentiments collectifs nationaux et religieux et un scepticisme par rapport à la planification, pondéré par un rôle néanmoins très actif pour l'État. Ces jeux d'équilibre ne sont pas toujours faciles et Boily résume bien les difficultés qui ont affligé les années au pouvoir de Trudeau à partir de la deuxième moitié des années 1970, mais il souligne aussi les effets structurants de certaines de ses initiatives sur l'identité canadienne, dont la Charte canadienne des droits et libertés.

Ce passage par Pierre Trudeau se montre important dans le récit de Boily. Il rappelle les difficultés du chef libéral John Turner lors des élections de 1984 et 1988 alors que le chef progressiste-conservateur, Brian Mulroney, « prenait le contre-pied de la position » de Trudeau (BOILY 2019, 59). Il avance aussi que l'identité libérale de l'époque était « tiraillée de gauche à droite » (BOILY 2019, 62) en partie parce qu'Ed Broadbent menaçait de faire du NPD un choix de rechange plus évident. Ce récit mène Boily à présenter les gouvernements de Jean Chrétien (1993-2003) comme incarnant une stabilité temporaire qui, dans le contexte d'un électorat plus capricieux et désillusionné, n'a pu que « retarder » une suite de gouvernements minoritaires à Ottawa. Les gouvernements libéraux des années 1990 se démarquaient, selon Boily, par un réaligement néo-libéral des budgets fédéraux, un souci populiste chez Jean Chrétien de « parler à la façon de l'homme de la rue » et une centralisation inédite du pouvoir décisionnel.

L'intermède entre les deux Trudeau fait dire à Boily que « l'hégémonie » libérale en politique canadienne n'avait rien de naturel et reposait en fait sur un jeu d'adaptation « fragile ». À ce titre, la défaite du gouvernement de Paul Martin, qui est ébranlé par le scandale des commandites, marque le début d'une période difficile pour le PLC. Tour à tour, « deux intellectuels », Stéphane Dion et Michael Ignatieff, assument la chefferie du parti et peinent à déloger la nouvelle formation conservatrice de Stephen Harper qui remporte une majorité en 2011. Les années 2000 comportent des ajustements pour les libéraux (dont l'adoption du dossier environnemental), mais les conservateurs maintiennent leur emprise sur le centre droit économique ; le retour du PLC sur ce terrain sous Ignatieff ne put stopper leur relégation à la troisième place derrière le NPD. Les libéraux, affirme Boily (2019, 104), n'arrivaient pas à se différencier des conservateurs et

BILAN DES BILANS DU PREMIER MANDAT DU GOUVERNEMENT DE JUSTIN
TRUDEAU

évoquaient peu de choses en matière de « projet politique lié aux valeurs libérales ». À suivre Boily, le programme de Justin Trudeau vient répondre à cette conjoncture en profitant de « l'usure du pouvoir » qui affligeait Harper.

C'est dire que l'arrivée de Trudeau fils a eu comme effet de « redonner une pertinence » à la configuration idéologique libérale et découlait d'un effort conscient de la part de son équipe pour développer une « marque de commerce libérale » distinctive (BOILY 2019, 110, 115). Cette dernière comprend un mimétisme de la fraîcheur du style politique de Barack Obama et un engagement envers la diversité et l'inclusion. Elle porte aussi un message d'espoir (faire de la politique autrement) et une « volonté de rétablir la place des classes moyennes dans le processus politique » (BOILY 2019, 117) en s'attaquant aux inégalités économiques et aux « excès d'un certain type de capitalisme » (BOILY 2019, 145), sans pour autant renoncer à l'orthodoxie économique. Enfin, Boily montre en détail comment les tensions qui marquent l'engagement des libéraux dans les politiques étrangère et énergétique étaient visibles avant l'élection de 2015 et menaçaient déjà de compliquer la mise en œuvre du projet libéral.

À cet égard, le regard évaluatif de Boily sur le premier gouvernement de Justin Trudeau va surtout porter sur les difficultés que vont connaître les libéraux dans plusieurs dossiers. S'il mentionne des succès (comme la négociation de l'ACEUM), son bilan avance divers critiques du gouvernement libéral par rapport aux politiques intergouvernementales, au contrôle du budget, à la réforme électorale, à la représentation des francophones, à la réconciliation avec les peuples autochtones et aux affaires internationales. Il s'attarde également sur l'affaire SNC-Lavalin en notant le manque de leadership de Trudeau dans la prise en charge de la controverse.

Il n'y a pas de doute selon Boily que Trudeau a pu dans certains cas se distinguer des conservateurs en incarnant « un gouvernement plus activiste et volontaire », voire plus « interventionniste ». Or, Boily (2019, 205-206) ne peut que constater que le PLC a, dans bien des dossiers, promis plus qu'il pouvait livrer. En voulant équilibrer diverses tensions, les libéraux se sont parfois imposé « une certaine paralysie ». Ce bilan a le mérite d'être circonspect et nuancé et il apporte une perspective riche de l'expertise de son auteur. Cependant, la valeur ajoutée de ce livre est avant tout l'inscription de son diagnostic dans l'histoire de famille du PLC. On y trouve, à ce titre, une analyse fort pertinente de l'ajustement stratégique et identitaire de l'offre politique du PLC.

2. Être et paraître en politique : le positionnement des libéraux

Au sujet de l'ascension de Justin Trudeau, les auteurs recensés s'entendent sur l'importance du renom de sa famille et de son père en particulier, mais ils soulignent aussi la fascination médiatique que génère sa personnalité, notamment dans le sillage de l'éloge funèbre qu'il prononce pour son père en 2000. Une image se cristallise d'une personne théâtrale et charismatique qui sait tirer parti de l'énergie des foules et s'engage avec aplomb dans les campagnes face à face. Si certains soulignent son intelligence alors que d'autres contrastent ses capacités avec celles de son père, la plupart voient un personnage qui a su se faire aimer lorsqu'il peinait à se faire respecter.

Cette image semble offrir une protection à Justin Trudeau même si les multiples scandales éthiques qui se répètent en 2020 ont entamé sa cote de popularité. Il a parfois dit des bêtises aussi et a dû reculer sur divers propos. Plusieurs soulignent sa détermination qui le mène, par exemple, à saisir la candidature libérale pour Papineau contre le gré de Dion en amont de l'élection de 2008. En retour, pour ses adversaires, son caractère combatif inspire l'image d'un leader profondément dogmatique. Le positionnement politique de Trudeau le place au carrefour de forces politiques qui inspirent différentes interprétations de son programme, de sa personnalité et de ses actions ou inactions.

Boily montre comment le programme de Justin s'inscrit dans une volonté de revitaliser l'identité politique libérale. Après un lourd intermède sous Dion et Ignatieff, on peut y voir « un nouvel élan » pour un parti qui « avait oublié [...] de proposer ses propres solutions politiques » (BOILY 2019, 152). Il y avait là aussi un discours de rupture avec les conservateurs alors que plusieurs Canadiens ressentaient une nostalgie pour le Canada libéral d'antan, un pays « progressive, peaceful, co-operative, bureaucratic, nice » (WHERRY 2019, 12). Or, les engagements du gouvernement ont aussi actualisé diverses tensions : entre l'équilibre budgétaire et l'appui de la classe moyenne ; entre la diversification des relations commerciales et la promotion d'une vision progressiste de ces échanges ; entre les ressources naturelles et la protection de l'environnement ; entre une vision nationale et les compétences des provinces ; et entre la reconnaissance des peuples autochtones et divers autres intérêts politiques et économiques (BIRCH et PÉTRY 2019b, 238-9). Ces tensions vont se faire sentir de sorte que l'identité de « centre gauche » militante que les libéraux vont cultiver (WHERRY 2019, 44) a dû composer avec les difficultés pratiques du politique.

Au niveau des politiques sociales, le projet de renouveler l'offre politique libérale a pu s'imposer avec plus de facilité. Les initiatives sociales du PLC ciblant « familles avec enfants, personnes âgées, étudiants, travailleurs (et

BILAN DES BILANS DU PREMIER MANDAT DU GOUVERNEMENT DE JUSTIN
TRUDEAU

sans-emplois), Autochtones, anciens combattants et nouveaux arrivants » (TELLIER et TRAORÉ 2019, 62), sans être « révolutionnaires », peuvent être « potentiellement transformatrices » aux yeux des analystes dans la mesure qu'elles tirent la couverture du côté des investissements sociaux alors que « l'austérité domine encore les débats sur la protection sociale dans d'autres pays riches » (BÉLAND et PRINCE 2019, 142-3). Ces programmes vont aussi servir à démarquer les libéraux par rapport aux conservateurs en négociant avec succès l'expansion du Régime des pensions du Canada et en renversant les réformes de Harper qui obligeaient les prestataires d'assurance-emploi d'accepter des emplois plus éloignés et moins bien rémunérés.

Le thème de « la classe moyenne » et de « ceux qui travaillent fort pour en faire partie » encadre ces mesures et a une importance stratégique alors que Trudeau et ses conseillers cherchent un vocabulaire pour parler des inégalités sans verser dans la lutte des classes (WHERRY 2019, 76). Ce coup de force va pousser les conservateurs à investir le thème de la classe moyenne en amont des élections de 2019 (WHERRY 2019, 90). Or, cette rhétorique du PLC fut peut-être risquée dans la mesure qu'elle peut orienter l'évaluation de programme vers l'examen des ménages médians alors que leurs politiques semblent cibler plus généreusement ceux qui « travaillent fort pour faire partie de la classe moyenne ».

Les dossiers de la diversité, de l'inclusion et de l'immigration constituent un autre domaine où les libéraux ont adopté une identité distincte de celle des conservateurs. Boily (2019, 119-20) avance que l'entrain par laquelle Trudeau s'est lancé dans le discours de la diversité et de l'inclusion constitue possiblement un ajustement stratégique pour le PLC dans un contexte où l'enjeu de « l'unité nationale » est un repère identitaire moins urgent. En effet, plusieurs initiatives pratiques et symboliques du PLC appuient cette stratégie de démarcation : la motion parlementaire contre l'islamophobie, la réforme du Code criminel concernant les crimes haineux, une ouverture plus ambitieuse envers les réfugiés syriens, le rétablissement de la couverture médicale pour les réfugiés et les demandeurs d'asile, l'élimination de l'exigence d'un visa d'entrée pour les Mexicains, la réintroduction du programme de contestation judiciaire, une tournure plus féministe pour l'hymne national, la parité homme-femme dans le Cabinet, l'analyse comparative entre sexes dans tous les ministères, la loi canadienne sur la budgétisation sensible aux sexes, l'élargissement du statut et du pouvoir de Condition féminine Canada, etc.

Ces repositionnements du PLC ont pour effet de concrétiser l'opposition entre les libéraux et les conservateurs. L'analyse de la position prise par les libéraux dans un livre comme celui d'Iverson va donc avoir tendance à être

influencée par le regard du centre droit canadien. Pour Ivison, la résurgence des dépenses sociales et l'arrivée des libéraux à Ottawa incarnent et encouragent une culture de la dépense et du gaspillage dont les coûts devront être acquittés par la prochaine génération. De même, l'augmentation des pressions fiscales sur les Canadiens les plus riches trahit, à ses yeux, une stratégie de lutte des classes dans le discours libéral qui pour lui n'a rien de « juste ». Ceci lui fait dire de Trudeau qu'il est « an intensely ideological person » (IVISON 2019, 111). Il est aussi critique de son emportement dans les dossiers de genre et de race.

Les libéraux doivent aussi jongler avec les contraintes et les incitatifs du champ politique. Coulon (2019, 125-6, 159-63, 187-91), par exemple, avance que les proches conseillers de Trudeau sont hypersensibles au poids du vote ethnique sur les enjeux touchant à l'Israël et à l'Ukraine et aux risques politiques d'une participation plus musclée au Mali. Quoi qu'il en soit, la plupart des auteurs s'accordent pour dire que la tentative du PLC de faire de la politique autrement n'a pas échappé aux impératifs de la concurrence politique : « message discipline exists because it limits controversy and increases the odds that your preferred message will be heard » (WHERRY 2019, 263 ; voir aussi IVISON, 155-7 ; MARLAND et RAYNAULD 2019). Ce dossier n'est pas sans réalisations, dont le retour du questionnaire long pour le recensement, la création d'un Sénat plus indépendant et diverses mesures pour encadrer les communications gouvernementales et les campagnes électorales (MARLAND et RAYNAULD 2019 ; MILNER 2019). Néanmoins, les libéraux sont restés actifs dans la communication partisane sur les médias sociaux. Ils ont aussi manqué à leur promesse de réformer le mode de scrutin, peut-être parce que la représentation proportionnelle n'était jamais vraiment sur la table alors que Trudeau hésitait à promouvoir sa prédilection pour un système de vote préférentiel qui assurerait une gouvernance par le premier choix commun des électeurs, mais avantagerait probablement les libéraux (WHERRY 2019, ch. 7).

Leurs réalisations furent aussi contraintes par les tensions constitutives à leurs promesses. Boily (2019) a probablement raison de suggérer que l'ambition des libéraux d'équilibrer l'environnement et l'exploitation des ressources naturelles invitait nécessairement des tensions avec les provinces. De même, Rocher (2019, 51-4) remarque que les conflits avec ces dernières sont particulièrement tenaces dans le cadre de compétences partagées, alors que les promesses en politiques intergouvernementales qui demeuraient « en suspens » relevaient de compétences provinciales. Le gouvernement Trudeau affiche également des progrès limités dans la mise en œuvre des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation. Rodon et Papillon (2019) voient dans le PLC une ouverture plus explicite envers la réconciliation, mais le réinvestissement dans les services et les efforts de renouvellement de la relation

BILAN DES BILANS DU PREMIER MANDAT DU GOUVERNEMENT DE JUSTIN
TRUDEAU

entre l'État et les peuples autochtones demeurent, selon eux, insuffisants alors que les libéraux sont tiraillés par des impératifs qui peuvent aller dans le sens inverse de la réconciliation.

C'est également une dure réalité qui attend les libéraux dans les affaires étrangères. Wherry (2019) salue le positionnement du gouvernement libéral sur la scène internationale devant la montée du nationalisme, de la xénophobie et de l'autoritarisme, mais il note aussi le pouvoir limité du Canada dans cette arène et les embûches, parfois auto-imposées, que subissent Trudeau et les libéraux dans leur aspiration à redorer l'image du Canada. Le PLC réalise ses promesses de revoir les politiques d'appui aux organismes d'aide internationale, de mettre fin à la mission de combat du Canada en Irak et de réinvestir les rôles de formation et d'aide humanitaire pour les forces armées. Or, la vision des libéraux pour un Canada plus diplomatique et pacifique s'arrime mal avec la croissance annuelle qu'ils prévoient pour le budget de la défense — croissance qui culminera en une augmentation nette de 70 % d'ici 2026-2027 — d'autant plus qu'ils sont critiqués pour ne pas être assez généreux en termes d'aide internationale et de maintien de la paix. Leurs dépenses timides en aides au développement font croire à plusieurs que leur « Politique d'aide internationale féministe » n'aura pas l'efficacité escomptée.

Birch et Pétry (2019b, 235-6) avancent plusieurs répercussions potentielles des promesses les plus significatives du premier mandat des libéraux : une rupture avec Harper, l'élargissement du rôle social du gouvernement fédéral, l'affirmation d'une vision libérale à Ottawa et divers changements économiques et budgétaires dont les effets se feront sentir ou non un peu plus tard. Dans l'ensemble, le nombre de promesses (353) du PLC était élevé selon le Polimètre Trudeau. Le dernier gouvernement de Harper (également majoritaire) a, pour 140 promesses, enregistré un taux similaire de réalisations complètes ou partielles (85 % contre 90 % pour Trudeau). Néanmoins, la part des réalisations complètes était plus importante chez les conservateurs, ce qui explique peut-être les déceptions recensées chez les spécialistes. La dernière mise à jour du Polimètre pour le gouvernement libéral de 2015-2019 affiche 67,1 % de promesses « réalisées » et 25,8 % « en voie de réalisation ou partiellement réalisés » pour un total de 92,9 %. En contraste, le Polimètre octroie au gouvernement de Stephen Harper de 2011-2015 un score de 77,91 % des promesses « réalisées » et de 7,1 % « en voie de réalisation ou partiellement réalisées ».

Divers facteurs sont à prendre en considération, dont la centralité de Butts et de Telford, la vigilance d'un Sénat plus indépendant, l'inexpérience de certains libéraux, la négociation avec les États-Unis et le Mexique et l'envergure

des ambitions du PLC, etc. Or, considérant à la fois le ralliement au centre gauche opéré par le PLC et les forces (ou incitatifs) politiques et économiques avec lesquelles ils durent composer, l'on peut comprendre ce qui n'est qu'une apparence de contradiction dans le récit d'Iverson alors qu'il s'attaque à un gouvernement qui, à ses yeux, n'a pas beaucoup accompli et a, en même temps, trop fait, trop vite et dans la mauvaise direction.

Conclusion

La politique électorale et l'exercice du pouvoir en démocratie sont à bien des égards un jeu d'équilibre. La clientèle des partis, le public, est multiforme et même leurs bases électorales comportent diverses allégeances, sans parler des multiples intérêts, particuliers et nationaux, qui pèsent sur les impératifs de la gouvernance. À cela s'ajoutent les convictions des élus eux-mêmes et les considérations stratégiques qui s'imposent à la concurrence électorale. Les corps centristes comme le PLC, nous rappelle Boily (2019), sont particulièrement disposés à investir ces jeux d'équilibre en exploitant une large bande du spectre politique selon les forces politiques en cours. Or, il y a chez Justin Trudeau l'image d'un individu spécialement traversé par diverses ambivalences. Entre substance et symbole, progressisme et statu quo, ouverture et élitisme, démocratie et dynastie, ou même pipeline et taxe carbone, on découvre un personnage politique aux prises avec de multiples tensions, mais qui a aussi une certaine force de conviction.

Dans une certaine mesure, les bilans recensés nous permettent d'établir des repères objectifs relatifs à ce qui a été fait par le PLC. Or, au-delà des degrés de prouesse dans le jeu politique, l'idée même d'une réalisation politique suppose une charge affective et idéologique. Une promesse, même réalisée, peut être perçue comme une trahison pour ceux qui souhaitent voir le pays aller dans une autre direction. De même, un progrès, surtout s'il est partiel, peut toujours décevoir. Si Birch et Pétry (2019b, 236) ne trouvent aucune différence significative entre les promesses jugées saillantes et les autres au niveau du nombre de celles qui furent « réalisées », « partiellement réalisées » ou « rompues », cette comparaison ne capte pas la charge subjective de l'élaboration d'un bilan et elle ne prend pas en compte l'interprétation de ces promesses par les adversaires idéologiques et politiques du gouvernement. Ces dimensions n'épargnent pas forcément les spécialistes de l'action publique qui peuvent privilégier l'avancement de certains dossiers et de certaines directions politiques. Elles sont aussi particulièrement manifestes dans les rétrospectives médiatiques. Néanmoins, il demeure possible de situer ces perspectives et ces interprétations en considérant leurs points de vue respectifs par rapport à la posture idéologique et les réalisations d'un parti.

BILAN DES BILANS DU PREMIER MANDAT DU GOUVERNEMENT DE JUSTIN
TRUDEAU

Ouvrages recensés

BIRCH, Lisa et François PÉTRY (dir.). 2019. *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*. Québec : Presses de l'Université Laval.

BOILY, Frédéric. 2018 [2014]. *Trudeau, de Pierre à Justin. Portrait de famille de l'idéologie du Parti libéral du Canada*. 2e édition — Format de Poche. Québec: Les Presses de l'Université Laval.

COULON, Jocelyn. 2018. *Un selfie avec Justin Trudeau : Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*. Montréal : Québec Amérique.

IVISON, John. 2019. *Trudeau: the Education of a Prime Minister*. Toronto: McClelland & Stewart.

WHERRY, Aaron. 2019. *Promise and Peril: Justin Trudeau in Power*. Toronto: Harper Collins.

Références

BÉLAND, Daniel et Michael J. PRINCE. 2019. « Les politiques sociales pour “renforcer la classe moyenne” : vers une transformation politique ? ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 133-144. Québec : Presses de l'Université Laval.

BIRCH, Lisa et François PÉTRY. 2019a. « Évaluer la performance de Justin Trudeau à remplir ses promesses électorales ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 13-27. Québec : Presses de l'Université Laval.

BIRCH, Lisa et François PÉTRY. 2019b. « Bilan et perspectives électorales ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 235-248. Québec : Presses de l'Université Laval.

BIRCH, Lisa, Steve JACOB et Antoine BABY-BOUCHARD. 2019. « Le programme législatif du gouvernement Trudeau : promesses et double mandat ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 29-45. Québec : Presses de l'Université Laval.

BIRD, Karen. 2019. « Égalité des sexes, diversité et inclusion : entre le vrai changement et une image de marque ? ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 175-190. Québec : Presses de l'Université Laval.

JOANIS, Marcelin et Stéphane LAPIERRE. 2019. « Politiques économiques : un gouvernement...dans la (classe) moyenne ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 75-88. Québec : Presses de l'Université Laval.

LAUZON CHIASSON, Julien et Stéphane PAQUIN. 2019. « Le bilan de Trudeau en politique étrangère : quel est le nouveau rôle du Canada en affaires internationales ? ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 219-234. Québec : Presses de l'Université Laval.

MARLAND, Alex et Vincent RAYNAULD. 2019. « La communication politique et le gouvernement libéral de Trudeau ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 89-104. Québec : Presses de l'Université Laval.

MILNER, Henry. 2019. « Quelles réformes électorales ? ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 105-118. Québec : Presses de l'Université Laval.

PAQUET, Mireille. 2019. « Sélection, humanitarisme et performance : les promesses de Trudeau en matière d'immigration ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 119-132. Québec : Presses de l'Université Laval.

PÉTRY, François et Lisa BIRCH. 2019. « Un mandat de changement ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 1-12. Québec : Presses de l'Université Laval.

PINEAU, Pierre-Olivier. 2019. « Concilier environnement et économie : promesses tenues, mai pari perdu ? ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction

BILAN DES BILANS DU PREMIER MANDAT DU GOUVERNEMENT DE JUSTIN
TRUDEAU

de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 207-218. Québec : Presses de l'Université Laval.

ROCHER, François. 2019. « Le fédéralisme : une contrainte institutionnelle à la tenue des promesses électorales ? ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 47-60. Québec : Presses de l'Université Laval.

RODON, Thierry et Martin PAPILLON. 2019. « Renouveler la relation avec les peuples autochtones : un discours ambitieux, des réalisations plus modestes ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 191-205. Québec : Presses de l'Université Laval.

TELLIER, Geneviève et Cheick Alassane TRAORÉ. 2019. « Le cadre financier du gouvernement libéral : promesses de gauche, gouvernement de droite ? ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 61-74. Québec : Presses de l'Université Laval.

QUESNEL-VALLÉE, Amélie, Rachel MCKAY et Antonia MAIONI. 2019. « Interventionnisme fédéral dans les politiques en matière de santé : un retour vers le futur ? ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 159-173. Québec : Presses de l'Université Laval.

WESLEY, Jared. 2019. « La légalisation du cannabis à des fins récréatives ». Dans *Bilan du gouvernement libéral de Justin Trudeau : 353 promesses et un mandat de changement*, sous la direction de Lisa BIRCH et François PÉTRY, 145-157. Québec : Presses de l'Université Laval.